

Construire son budget informatique (et sécurité) sans se tromper

Combien dépenser, sur quoi, dans quel ordre : la méthode pour passer de l'informatique subie au budget piloté.

8 min de lecture · Niveau Essentiel · cyberionis.fr/ressources/budget-informatique

Dans beaucoup de TPE/PME, l'informatique n'a pas de budget : elle a des factures — imprévues, subies, arbitrées dans l'urgence. Résultat : on paie le matériel à l'agonie, les pannes au prix fort et la sécurité jamais. Passer au budget piloté ne demande ni DSI ni tableur savant : une photographie honnête de l'existant, quelques ratios de bon sens et un plan par priorités.

1. Photographier l'existant

- Lister TOUTES les dépenses numériques actuelles : abonnements (souvent éparpillés sur plusieurs cartes), licences, maintenance, télécoms, matériel amorti — le total surprend toujours
- Y ajouter les coûts cachés : les heures de la personne « qui se débrouille en informatique », les pannes récurrentes, les lenteurs quotidiennes
- Croiser avec l'inventaire du parc et ses échéances (fins de garantie, fins de support — voir notre guide)
- Repérer les doublons et les fantômes : l'outil payé que personne n'utilise, les licences surnuméraires — la première économie est déjà là

2. Les ordres de grandeur qui aident

- Les PME consacrent typiquement quelques pourcents de leur chiffre d'affaires au numérique — davantage quand l'activité en dépend fortement ; l'écart à ce repère (dans un sens ou l'autre) mérite explication
- La sécurité représente sainement 10 à 20 % du budget informatique : en dessous, on s'expose ; c'est un plancher que demandent aussi les assureurs
- Le budget se répartit entre le récurrent (abonnements, maintenance, licences — la majorité), le renouvellement lissé du matériel (20-25 % du parc par an) et les projets
- Le vrai comparatif n'est jamais « dépenser ou pas » mais « coût de la mesure contre coût du risque » : 3 000 € de sauvegardes solides contre une PME sur deux qui ne survit pas à la perte de ses données

BON À SAVOIR

L'arbitrage gagnant en PME : transformer l'imprévisible en récurrent. Un forfait d'infogérance + le renouvellement lissé + les abonnements = un budget mensuel stable et connu, contre la loterie des pannes et des urgences. Le récurrent se négocie, se compare et se provisionne ; l'urgence se subit au prix fort.

3. Prioriser : l'ordre qui protège

- Priorité 1 — ce qui évite la catastrophe : sauvegardes testées, MFA, mises à jour, protection des postes — souvent bien moins cher qu'on ne l'imagine
- Priorité 2 — ce qui évite l'arrêt : maintenance préventive, matériel critique renouvelé à temps, connexion de secours
- Priorité 3 — ce qui fait gagner du temps : outils métier, automatisation, formation
- Priorité 4 — le confort et l'image : le reste, quand les trois premiers étages tiennent
- Un audit initial (voir notre guide) transforme cette grille générique en plan chiffré propre à VOTRE entreprise

4. Piloter dans l'année

- Une revue annuelle du budget, alignée sur l'exercice comptable, nourrie par l'inventaire et les échéances
- La revue des abonnements et licences au même moment : qui utilise quoi, que résilie-t-on ?
- Une provision pour l'imprévu (10-15 %) : l'urgence arrivera — provisionnée, elle ne déséquilibre rien
- Chercher les aides : dispositifs France Num, aides régionales à la numérisation, suramortissements éventuels — votre expert-comptable et la CCI savent
- Mesurer trois chiffres d'une année sur l'autre : coût total, part sécurité, coût des incidents — la trajectoire compte plus que le montant

L'essentiel à retenir

- 01 Recenser toutes les dépenses numériques actuelles, cartes bancaires comprises
- 02 Basculer un maximum d'imprévisible vers du récurrent maîtrisé
- 03 Sanctuariser 10-20 % du budget pour la sécurité
- 04 Lisser le renouvellement matériel (20-25 % du parc par an)
- 05 Provisionner 10-15 % pour l'imprévu
- 06 Faire la revue annuelle : budget, abonnements, échéances, aides

Questions fréquentes

Nous n'avons jamais rien budgété et tout marche. Pourquoi commencer ?

« Tout marche » décrit le présent, pas le risque accumulé : matériel vieillissant ensemble (le mur budgétaire arrive d'un coup), sécurité au niveau de 2015, dépendance à des personnes ou des prestataires jamais challengés. Le budget n'est pas une dépense de plus — c'est la vision qui évite de découvrir tout cela le pire jour.

Infogérance ou embauche d'un informaticien ?

Le point de bascule se situe généralement à plusieurs dizaines de postes : en dessous, un salarié dédié coûte plus cher qu'un contrat d'infogérance sérieux, pour une couverture moindre (congrés, maladie, étendue des compétences). La formule hybride marche bien en grandissant : un référent interne qui pilote + le prestataire qui opère (voir notre guide).

Comment défendre le budget sécurité auprès des associés ?

En parlant leur langue : le chiffrage du risque. Une journée d'arrêt complet coûte X € ; un ransomware, c'est typiquement des semaines de perturbation ; l'assureur exige déjà MFA et sauvegardes ; les clients grands comptes envoient des questionnaires. Le budget sécurité n'achète pas de la technique — il achète la continuité du chiffre d'affaires et l'accès aux marchés.

Pour aller plus loin

France Num — aides à la transformation numérique — www.francenum.gouv.fr

Cyberionis — notre service conseil & transformation — cyberionis.fr/#conseil

Structurer sans vous noyer dans la paperasse ?

Audit, mise en conformité, chartes et sensibilisation des équipes : un accompagnement à la taille de votre entreprise.

contact@cyberionis.fr · 06 64 90 07 74 · cyberionis.fr